

26 septembre : grève générale au Pays basque

dimanche 30 septembre 2012, par [EGIREUN Josu](#) (Date de rédaction antérieure : 27 septembre 2012).

La grève générale du 26 septembre a été convoquée au Pays basque par les syndicats ELA, LAB, STEE-EILAS, EHNE, HIRU, CGT-LKN, CNT ainsi que par une cinquantaine de collectifs sociaux. Trois éléments doivent être mis en relief : 1° cette grève a été suivie de manière inégale selon les régions et les secteurs sociaux (entre autres les entreprises) ; 2° la mobilisation dans la rue (110'000 personnes aux manifestations de midi) a été considérable ; 3° les jeunes ont participé massivement à la mobilisation, aussi bien aux piquets d'information qu'aux manifestations de midi et de l'après-midi.

Tant au plan régional que dans les entreprises, c'est en Guipuzcoa et dans le nord et ainsi que la Sakana navarraise (trois vallées et 15 municipalités) que la grève a eu le plus d'écho. Par contre, elle a été moins suivie au sud de la Navarre (Nafarro) et dans l'Alava (Araba). En Biscaye elle a été suivie de manière plus contrastée.

En ce qui concerne les secteurs, il faut retenir les points suivants : dans le secteur industriel, les syndicats qui avaient convoqué la grève évaluent la participation comme ayant été supérieure à 30% dans 70% des entreprises. Ils estiment que la participation totale à la grève a touché 56% du secteur. Dans l'enseignement, la participation à la grève s'est située entre 75 et 80%. Dans l'administration publique (gouvernement basque, provinces et municipalités) la grève a également été suivie de manière importante, surtout dans les institutions dans lesquelles la gauche Abertzale [nationaliste] a un poids important. Dans des secteurs comme le transport ou la santé, la grève a été suivie de manière plus limitée, notamment à cause des services minimums exorbitants exigés.

Néanmoins, le facteur qui a dépassé toutes les prévisions dans cette grève - qui n'était pourtant pas soutenue par les CC OO, l'UGT, l'USO, SATSE Euskadi, SME-FFHE, UTESE, SAE et CSIF du secondaire - a été la participation massive aux manifestations convoquées à midi dans les quatre capitales du « Pays basque ».

Ce caractère massif des manifestations contraste de manière importante avec le caractère inégal de la participation à la grève et exprime à quel point est puissant le refus social des mesures d'austérité du gouvernement Rajoy, et plus généralement des politiques néolibérales également appliquées au Pays basque (surtout dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux) par le gouvernement basque du PSOE) et le gouvernement de Navarre (UPN-Union du peuple navarrais).

Un autre fait à relever est l'importante participation des jeunes à la mobilisation gréviste. Un vaste secteur de cette jeunesse a participé activement aux piquets du matin, destinés à étendre la grève, mais a également constitué une composante importante aussi bien dans les mobilisations de midi qu'à celles qui ont eu lieu l'après-midi.

Comme presque toujours, après la grève générale se pose la question « *et maintenant, quoi ?* ». Cette question est actuellement plus pertinente que jamais parce que le temps politique prend un rythme accéléré. Les réformes, ou plutôt les contre-réformes (budgétaires, du Code du travail ou visant le dit Etat social) continuent de s'enchaîner les unes après les autres, sans laisser un temps de

repos. Rajoy l'a fait très clairement entendre après la grève générale du 29 mai. Cette promesse, il est en train de la concrétiser, voire de la dépasser.

En même temps, la détérioration de la situation économique - avec comme corollaire les fermetures d'entreprises, les restructurations, les réductions des dépenses publiques dans l'enseignement, la santé et les services sociaux - démontre la nécessité de réfléchir à l'articulation des mobilisations contre ces attaques pour éviter qu'elles restent dispersées et isolées, mais aussi pour qu'elles trouvent un débouché au plan social et politico-institutionnel, dans le cadre d'une solidarité élargie. Il faudra donc élaborer un échéancier à court et moyen terme pour impulser des initiatives de solidarité avec les secteurs sociaux les plus touchés par la crise et les batailles de résistance dans les entreprises et les segments du secteur public.

Josu Egireun, membre du comité de rédaction de *Viento Sur*

P.-S.

* Cet article est paru sur le site de Viento Sur le 27 septembre 2012. Traduction A l'Encontre.